

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 14 de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955 relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1955 modifiant l'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, antérieurement modifié par l'article 10 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949 ;
Vu l'article 15 de cette même loi n° 55-359 du 3 avril 1955 ;
Vu l'article 5 du décret n° 55-875 du 30 juin 1955 ;
Vu l'article 6 de la loi n° 60-859 du 13 août 1960 ;
Vu l'arrêté en date du 14 octobre 1963,

Arrête :

Art. 1^{er}. — MM. Louis Faure et Philippe Bonardi, attachés d'administration à l'administration centrale des finances, sont désignés comme représentants du ministre des finances et des affaires économiques au sens de l'article 14, alinéa 2, de la loi n° 55-359 du 3 avril 1955 rendu applicable :

A la gestion du fonds de développement économique et social par l'article 5 du décret n° 55-875 du 30 juin 1955 et au sens de l'article 15 de ladite loi n° 55-359 du 3 avril 1955, pour dresser en minute les actes d'affectation hypothécaire et de mainlevée d'hypothèque lorsque ces actes concernent des prêts consentis par l'intermédiaire du Crédit national pour le compte de l'Etat sur des ressources du fonds de développement économique et social ou sur des ressources du fonds de conversion de l'industrie ou du fonds national d'aménagement du territoire ;

Aux opérations du compte spécial « Prêts du fonds de développement économique et social » par l'article 6 de la loi n° 60-859 du 13 août 1960 pour dresser en minute les actes d'affectation hypothécaire et de mainlevée d'hypothèque lorsque ces actes concernent des prêts consentis par l'intermédiaire du Crédit national pour le compte de l'Etat sur les ressources dudit compte.

MM. Louis Faure et Philippe Bonardi ont les mêmes pouvoirs et pourront agir séparément.

Art. 2. — Les actes dressés en minute par ces deux fonctionnaires en vertu du présent arrêté seront conservés par le Crédit national, qui est chargé d'en délivrer toutes grosses et expéditions.

Art. 3. — L'arrêté en date du 14 octobre 1963 est abrogé.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 novembre 1965.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Caisse des dépôts et consignations.

Par arrêté du Premier ministre et du directeur général de la caisse des dépôts et consignations en date du 3 novembre 1965, les attachés d'administration centrale stagiaires dont les noms suivent sont titularisés en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe, 1^{er} échelon, dans les conditions ci-après :

M. Blandin, à compter du 1^{er} août 1965, avec une ancienneté fixée au 27 juin 1962 (S.M.).

Mlle Cresson, à compter du 1^{er} août 1965, avec une ancienneté fixée au 1^{er} août 1964.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Création du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, et notamment son article 1^{er} ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu le décret n° 63-619 du 29 juin 1963 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique, qui confère à ses titulaires le droit d'enseigner à titre rémunéré la culture physique.

Pour être admis à se présenter aux épreuves de l'examen pour l'obtention de ce brevet, il faut être âgé de vingt ans au moins à la date de l'examen.

Art. 2. — Tout candidat à l'examen prévu à l'article 1^{er} ci-dessus doit adresser au chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département où il réside, deux mois au moins avant la date fixée pour l'examen, un dossier comportant les pièces suivantes :

- 1° Une demande d'autorisation de se présenter à l'examen ;
- 2° Un extrait d'acte de naissance ;
- 3° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire, datant de moins de trois mois ;

4° Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement de la culture physique, délivré depuis moins de trois mois et précisant que l'intéressé est indemne de toute affection contagieuse cliniquement et radiologiquement décelable ;

5° Deux photos d'identité ;

6° Une copie certifiée conforme ou une photocopie des titres techniques du candidat, accompagnée éventuellement d'un palmarès et de toutes autres références dans le domaine sportif ou dans celui de la culture physique attestés par le président de l'association dont dépend l'intéressé.

Art. 3. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique est nommé par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports et comprend :

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ou son représentant, président ;

Quatre professeurs ou maîtres d'éducation physique et sportive, dont obligatoirement une femme ;

Deux spécialistes de culture physique, dont obligatoirement une femme ;

Deux membres de groupements privés de culture physique ;

Un médecin spécialiste du contrôle médico-sportif.

Art. 4. — Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports arrête définitivement la liste des candidats admis, sur proposition du jury prévu à l'article précédent.

Art. 5. — L'examen pour l'obtention du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique comporte les épreuves suivantes :

I. — Epreuves écrites.

1° Anatomie, physiologie (durée : trois heures ; coefficient 3).

2° Pédagogie générale et appliquée (durée : deux heures ; coefficient 3).

II. — Epreuves orales.

1° Hygiène, secourisme, sauna, héliot et hydrothérapie (coefficient 2).

2° Culture physique : objectifs, moyens, méthodes, résultats (coefficient 4).

III. — Epreuves physiques.

1° Athlétisme (type brevet sportif populaire supérieur) :

Hommes. — Vitesse : 100 mètres ; demi-fond : 1.000 mètres ; poids : 7.257 kg ; hauteur (coefficient 4).

Femmes. — Vitesse : 60 mètres ; demi-fond : 600 mètres ; poids : 4 kg ; hauteur (coefficient 3).

2° Grimper :

Hommes : 4 mètres avec les bras ; femmes : 3 mètres avec les bras et les jambes (coefficient 1 pour les hommes et les femmes).

3° Force :

Hommes. — Haltères : développé, arraché, épaulé et jeté (coefficient 1).

Femmes. — Exercices avec engins (coefficient 3).

4° Résistance :

Hommes seulement : 20 appuis, 10 tractions, détente : saut en hauteur sans élan (coefficient 1).

IV. — Epreuves de pédagogie pratique.

1° Une leçon collective, 8 à 10 élèves (garçons ou filles ou mixte) (coefficient 3).

2° Une leçon particulière (homme ou femme) (coefficient 2).

3° Démonstration de gestes au choix (coefficient 2).

V. — Epreuve de secourisme pratique (coefficient 1).

Chaque épreuve est notée sur 20.

Pour obtenir le brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique, les candidats doivent avoir obtenu un total minimum de 270 points.

Art. 6. — La liste des diplômes figurant au groupe II du tableau A annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif est complétée par le brevet créé par le présent arrêté.

Art. 7. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 octobre 1965.

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Budget du Collège de France pour 1965.

Par arrêté du 23 octobre 1965, le budget du Collège de France pour 1965 est majoré, en recettes et en dépenses, d'une somme nette de 5.346.554,66 F.